

La Directrice générale

EHPAD L' EGLANTINE
15 R EUGENE CHARBONNIER
38603 FONTAINE

Réf. : 302189

Lyon, le **13 FEV, 2025**

Objet : Notification de décision suite à inspection par les services de l'Agence Régionale de Santé

PJ : Mesures correctives définitives

Madame la directrice,

Une inspection relative à la qualité et à la sécurité de la prise en charge médicamenteuse diligentée par mes soins s'est déroulée à FONTAINE au sein de l'établissement EHPAD L' EGLANTINE, le 5 septembre 2024, au titre du programme régional d'inspection, évaluation et de contrôle de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes.

Sur la base du rapport établi par la mission, je vous ai fait parvenir par courrier du 27 novembre 2024 les mesures correctives que j'envisageais de prononcer afin de remédier aux non conformités constatées.

Vous m'avez transmis votre réponse en retour par courriel du 10 janvier 2025.

Au terme de la procédure contradictoire et après examen approfondi de votre réponse, j'ai l'honneur de vous notifier mes décisions définitives, dont vous trouverez le détail dans le tableau figurant en annexe.

Vous noterez que la plupart de prescriptions et recommandations ont été maintenues soit parce que l'action n'est pas vérifiable en l'état, soit parce que les réponses apportées constituent un engagement avec des actions programmées qui ne sont pas encore réalisées (mise en œuvre complète des actions correctives non réalisée à date et nécessité d'assurer un suivi), soit encore à défaut d'éléments de précision suffisants.

Vous veillerez à mettre en œuvre l'ensemble des mesures correctives dans les délais prescrits qui courent à réception de la présente décision.

L'ensemble de ces mesures pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

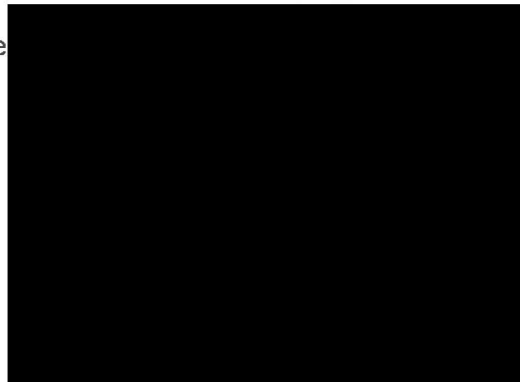
Courrier : CS 93383 - 69418 Lyon cedex 03
04 72 34 74 00 – www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr



La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

Je vous rappelle enfin que cette décision accompagnée du rapport d'inspection fait partie des documents administratifs communicables aux tiers au sens des articles L 311-1 et L300-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Je vous prie d'agréer, Madame la directrice, l'expression de



Copie : Délégation départementale de l'Isère- pôle des établissements et services pour personnes âgées

